

Libération de Boualem Sansal : le “fruit d’une méthode de respect et de calme”, vraiment ?

La libération de Boualem Sansal n’est pas le fruit des stratégies françaises – ni du silence de l’Élysée, ni des coups de force à la Retailleau, auxquels Sébastien Lecornu a lancé une pique discrète. Elle résulte surtout d’un affaiblissement brutal de l’Algérie sur la scène internationale et de la médiation décisive de l’Allemagne, prise entre diplomatie culturelle et intérêts énergétiques.

Photo prise le 29 octobre 2015, l’écrivain algérien Boualem Sansal pose après avoir reçu, conjointement avec l’auteur français Hedi Kaddour, le Grand Prix du Roman, un prix littéraire décerné par l’Académie française pour un roman individuel, à l’Académie française à Paris. Le 10 novembre 2025, le président allemand Frank-Walter Steinmeier a exhorté son homologue algérien à gracier l’écrivain franco-algérien Boualem Sansal, condamné en mars à cinq ans de prison pour atteinte à l’unité nationale. La présidence allemande a indiqué qu’il avait demandé au président algérien Abdelmadjid Tebboune d’accorder cette grâce comme « un geste humanitaire » et proposé également « la relocalisation de Sansal en Allemagne et une prise en charge médicale ultérieure dans notre pays ».

Atlantico : Dans la libération de Boualem Sansal, diplomatiquement

parlant, quelle a été cette stratégie qui a payé ? Entre le silence de l'Élysée, le frontal de Retailleau ou la posture calme de Laurent Nunez ? Ou alors devons-nous chercher une autre cause ?

Karim Maloum : Aucune des trois stratégies n'a fonctionné. C'est la situation politique en Europe qui a joué. Le président allemand a téléphoné le 28 juillet pour inviter officiellement le président Tebboune pour une visite d'État en Allemagne, soit à la fin de l'année, soit au début de 2026.

Dans la discussion, je vois très mal comment l'Allemagne pouvait recevoir Tebboune. Boualem Sansal était pendant un certain temps plus célèbre en Allemagne qu'en France. Dans les années 2000, il était plus connu. Plusieurs de ses livres ont été traduits en allemand. « Le village de l'Allemand » qui lui a valu le Prix des Libraires allemands. Donc, la presse allemande s'est déjà interrogée : comment pouvait-elle inviter quelqu'un qui détient un grand écrivain en prison ? Ça, c'est le premier fait.

Cela a basculé pendant ces dernières semaines, quand l'Algérie a reçu une gifle diplomatique au Conseil de sécurité de l'ONU sur la question du Sahara occidental. La Chine, la Russie et le Pakistan, qui lui avaient promis de voter contre, se sont abstenus. Ils se sont retrouvés seuls, sans aucun allié dans le monde, ni occidental, ni dans les pays arabes.

L'Algérie s'est affaiblie sur le plan international, sur le plan diplomatique et sur le plan politique. L'Algérie est invitée officiellement à assister au G20 le 22 novembre prochain en [Afrique du Sud](#). Officiellement, la France et, bien entendu, l'Allemagne, l'Italie et le Canada ont insisté, donc ils sont invités. Imaginez une seule seconde que Tebboune puisse y aller en Afrique du Sud avec Boualem Sansal en prison. C'était inacceptable pour beaucoup de chefs d'État ou de chefs de gouvernement.

Donc, tout est réuni pour avoir la libération de Boualem Sansal. Ce sont

les circonstances externes, diplomatiques et politiques. Ni la stratégie de M. Retailleau, ni celle du ministre de l'Intérieur en exercice, ni celle de M. Macron n'ont fonctionné.

C'est plutôt que l'Algérie s'est étranglée toute seule. Elle se trouvait désarmée. Elle n'a plus de soutien. Elle n'avait plus de [choix](#). C'est un régime pathétique.

Michel Fayad : La stratégie qui a finalement porté ses fruits n'est pas la diplomatie feutrée et discrète menée par l'Élysée sous Emmanuel Macron pendant un an, avec des négociations secrètes qui n'ont pas abouti malgré les efforts déployés. Au contraire, c'est l'approche directe et assumée de Bruno Retailleau, faite de déclarations publiques et de menaces claires sur les visas, qui a maintenu une pression constante sur Alger et contraint le régime à réagir, même de façon indirecte. Cela a établi un rapport de force clair, poussant l'Algérie à trouver une sortie de crise pour éviter une escalade.

La méthode dite "apaisée" de Laurent Nuñez, présentée comme une intelligence subtile, n'a pas résolu l'affaire à elle seule : elle n'a fait que prolonger l'inaction face à un régime autoritaire qui ne respecte que la fermeté et méprise la faiblesse perçue. Concernant le rôle de l'Allemagne en tant qu'intermédiaire, qui s'est avéré décisif pour la grâce accordée à Boualem Sansal le 12 novembre 2025 (et son arrivée à Berlin le même jour), il ne s'agit pas d'une diplomatie neutre ou miraculeuse, mais du résultat d'intérêts économiques concrets, tels que l'approvisionnement en gaz algérien, essentiel pour Berlin depuis la crise énergétique.

La France a dû s'appuyer sur l'Allemagne car, sous Macron, elle est devenue inaudible seule, en raison de sa position affaiblie. Néanmoins, la posture initiale de fermeté de Retailleau a préparé le terrain, plutôt que le silence complaisant qui convenait à tous. Cela évoque la manière dont

Donald Trump, lors de son premier mandat, a obtenu la libération du pasteur américain Andrew Brunson de Turquie en 2018. Détenu depuis 2016 pour des accusations de liens avec des terroristes après le coup d'État raté, Brunson n'avancait pas via des négociations discrètes. Trump a imposé des sanctions économiques sévères en août 2018, comme des droits de douane sur l'acier et des gels d'actifs pour des ministres turcs, provoquant la chute de la livre turque.

Cette pression ferme et publique a contraint Erdogan à céder, libérant Brunson le 12 octobre 2018, qui a rencontré Trump à la Maison Blanche le lendemain. Face à des régimes autoritaires, la fermeté paie toujours mieux que les discussions en coulisses.

Le régime est-il principalement en cause ?

Karim Maloum : C'est un régime désordonné qui n'a aucune boussole pour fonctionner. Et surtout, le président Tebboune a insulté publiquement et a traité de "bâtard" Boualem Sansal. Cette affaire de Boualem Sansal, c'était son affaire personnelle. Il l'a dit publiquement à plusieurs reprises.

Donc, il s'est mis lui-même dans une situation difficile. Et surtout, il a humilié l'Algérie sur tous les plans. C'est la conséquence d'un seul homme : Abdelmadjid Tebboune.

Cette libération, ce n'est pas un geste humanitaire. Il est juste coincé. Il n'avait plus de solution.

Est-ce-que l'Allemagne a joué un rôle ?

Karim Maloum : Bien sûr. Je n'ai jamais pensé qu'un jour Alger allait libérer Boualem Sansal à la demande de la France. Je n'ai jamais pensé ça. Vous savez qu'ils passent leur journée à montrer l'ancien colon comme toujours le même ennemi, le même adversaire.

Et donc, si vous voulez, l'Allemagne a joué ce jeu. Et la pression internationale des intellectuels, des écrivains, des journalistes ont tous joué un rôle important, bien entendu, sur ce [plan](#).

Le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, a donné au régime algérien la possibilité de conserver la façade de sa « souveraineté ».

Si vous voulez, sur ce plan, la diplomatie française n'était pas à la hauteur. Et je pense que la France devra tirer des leçons de cela.

L'action du comité de soutien et la mobilisation du monde de la culture et de la société civile ont-elles eu un impact ?

Michel Fayad : Absolument, et c'est précisément parce que la société civile et le monde culturel ont refusé le silence imposé par une diplomatie trop timide que la pression a culminé jusqu'à la libération de Boualem Sansal. Le comité de soutien, avec ses appels publics, pétitions massives et tribunes médiatiques, a mis en lumière les abus du régime algérien et terni son image à l'international, réfutant l'idée naïve que la discrétion serait plus efficace. Sans cette mobilisation vigoureuse, soutenue par des responsables politiques intransigeants, l'affaire aurait probablement été étouffée dans des négociations interminables. Les intellectuels et artistes ont démontré que face à un État répressif, c'est la confrontation ouverte qui l'emporte, non les murmures diplomatiques qui accordent au pouvoir le temps de manœuvrer. Cela a amplifié la voix de Sansal contre l'islamisme et le FLN, rendant impossible pour Alger de maintenir le silence sans perdre la face, et a directement contribué à la grâce humanitaire annoncée le 12 novembre 2025.

Quelle a été la posture du régime algérien vis-à-vis de la France dans cette affaire ?

Michel Fayad : Le pouvoir algérien s'est comporté comme un maître-

chanteur arrogant et provocateur, utilisant Boualem Sansal comme otage politique pour tester et humilier la faiblesse perçue de la France, avec des refus répétés et des blocages visant à extraire des avantages internes.

Cette attitude cynique illustre que des régimes comme celui de Tebboune ne cèdent pas à des intermédiaires bienveillants ou à une patience complaisante, mais uniquement face à une menace réelle – ici renforcée par des positions publiques fermes. Croire que des négociations secrètes suffisent relève d'une naïveté dangereuse ; Alger a exploité cette "discrétion" pour temporiser, ne bougeant que sous une pression multiforme, incluant la médiation allemande motivée par ses intérêts gaziers.

Je considère que le gouvernement algérien est une kleptocratie répressive, héritière du FLN, qui étouffe la liberté d'expression et perpétue un système corrompu et injuste.

Ce régime instrumentalise les critiques contre la France pour dissimuler ses échecs économiques et sociaux, et ne mérite aucune concession. C'est un partenaire peu fiable qui exploite les vulnérabilités françaises sans réciprocité, et qui ne comprend que le langage de la force. De plus, il faut rappeler que le FLN a longtemps justifié la violence politique et la haine de la France, des Français, des chrétiens et des juifs au nom de la religion, et que cet héritage idéologique pèse encore aujourd'hui sur la société algérienne.

Quelles leçons devraient tirer la France vis à vis de sa relation passée avec le régime algérien ?

Karim Maloum : Les leçons sont claires. L'Algérie nous a humiliés. L'Algérie a humilié la France. Et personne ne peut dire le contraire. Ils continuent à nous humilier parce qu'ils ne nous respectent pas.

Depuis le début du mandat de Tebboune, Paris a plusieurs fois tendu la main. En matière mémorielle, ils ont monté une commission pour échanger en [2022](#) avec l'Algérie. Sur le plan économique, sur le plan sécuritaire, les services de renseignement français et les deux pays travaillent énormément.

Les islamistes menacent aussi l'Algérie comme ils menacent la France. Sur ce plan, ça a toujours fonctionné. Donc, la France a toujours joué le jeu. C'est l'Algérie qui n'a pas joué le jeu. Pourquoi ? Parce que le régime est obsédé par son image de souveraineté. La France est vue comme l'ancien colon.

En pratique, comment devrions-nous agir avec l'Algérie à l'avenir ? Faut-il annuler les accords de 1968 et renégocier nos relations ?

Michel Fayad : Avec l'Algérie, il faut cesser de miser sur une diplomatie "intelligente" et discrète, qui n'a fait qu'aggraver la situation pendant un an d'inaction. Au lieu de cela, la France doit adopter une ligne claire et ferme, sans ambiguïté ni complaisance : appliquer immédiatement des mesures restrictives sur les visas, les aides financières ou les contrats énergétiques si Alger ne coopère pas pleinement sur l'immigration, les droits de l'homme et les rapatriements. Oui, il faut abroger les accords de 1968, ce legs post-colonial qui favorise une immigration privilégiée et incontrôlée sans contrepartie, et les remplacer par un cadre rigoureux avec des conditions réciproques et des pénalités automatiques en cas de non-respect.

En résumé, agir avec cohérence et fermeté : dénoncer publiquement les abus pour isoler Alger diplomatiquement, conditionner toute coopération à des résultats concrets, diversifier nos alliances avec le Maroc et d'autres partenaires africains pour réduire notre dépendance, et soutenir ouvertement les forces démocratiques algériennes, notamment en Kabylie.

L'affaire Sansal prouve que la faiblesse invite à l'humiliation : seule une posture de puissance défend les intérêts français face à un régime qui ne respecte que la contrainte. Regardez Trump et le cas Brunson : des sanctions ciblées ont suffi à faire plier Ankara. Ce réalisme-là doit inspirer notre politique étrangère.

Peut-on dire que c'est un régime instable et immature ?

Karim Maloum : C'est immature, dans le sens que, dans leur fonctionnement, c'est immature. Vous imaginez qu'il y ait un président de la République qui insulte un écrivain ? Imaginez Emmanuel Macron. Cela ne se fait pas.

Au niveau diplomatique, que peut faire la France en premier ?

Karim Maloum : Il faut rencontrer le président algérien sur un terrain neutre, bien entendu, pour reprendre les relations. Mais le président de la République peut reprendre les relations avec l'Algérie.

Ces relations avec l'Algérie, il faut les reprendre et aller sur un autre départ. C'est normal. Mais de manière personnelle avec le président Tebboune, ce sera très compliqué. Il est très imprévisible, peut changer de cap à tout moment.

Il ne faut pas oublier que nous avons encore un journaliste, Christophe Gleizes, qui est toujours en prison en Algérie. C'est un bras de fer qu'il faut mener avec Alger pour libérer Christophe Gleizes. Il ne faut pas arrêter. C'est maintenant. Ce n'est pas demain.

Une chose est sûre : faire confiance à Tebboune, au régime algérien, c'est vraiment naviguer dans le vide. C'est vraiment prêcher dans le désert. C'est un régime qui fonctionne très, très mal. Il n'y a pas d'interlocuteur. Le président Tebboune peut vous dire quelque chose et le lendemain vous

dire le contraire.

Aujourd'hui, il faut que la France, dans sa diplomatie, ait un discours clair, précis. Il ne faut accepter aucune faiblesse vis-à-vis d'Alger, de manière diplomatique, sereine.

Lorsque la France essaie d'envoyer des individus sans titre de séjour, souvent condamnés pour des actes délictueux, la coopération est en panne. Il faut que l'Algérie assume ses responsabilités et respecte les accords bilatéraux.

Il faut faire pression tous les jours pour que Christophe Gleizes soit libéré, parce que l'Algérie s'est beaucoup affaiblie. La France doit profiter de cette faiblesse pour pouvoir continuer à avancer sur la libération de l'otage.

Il faut amener Alger à renégocier les accords de 68, pour que l'Algérie récupère ses OQTF. C'est ce qui manquait dans les clauses au départ. C'est maintenant qu'elle doit le faire. La France doit revoir toutes ses positions avec Alger. Le pouvoir algérien est par terre. Il n'a pas les moyens de sa politique, il est humilié dans le monde entier. Ce que le régime autoritaire algérien ne comprend pas que la grandeur d'un pays ne se manifeste pas devant des micros ou meeting de propagande ; elle se démontre par la cohérence entre la parole et l'action.

Cette fois-ci, il faut tout renégocier. Sur le plan diplomatique, l'Algérie a besoin de la France et de l'Europe et, sur le plan sécuritaire, le pays est menacé sur sa frontière avec le Mali par les djihadistes. Une coalition de groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda assiège la capitale du Mali. Le Mali et l'Algérie partagent 1 400 kilomètres de frontière.